

Les Echos

ENQUÊTE

Les deux commissaires français à Bruxelles, Pascal Lamy et Michel Barnier, n'ont rien de frères ennemis, même s'ils ont fait carrière l'un à gauche et l'autre à droite. Fort différents, l'un techno brillant, l'autre politique à succès, ils ont choisi d'être européens amis. Ils vivent dans un kaléidoscope où les langues se mêlent, où les cultures s'entrechoquent et où il n'est pas si facile de déterminer des lois communes. Mais ils ont la foi et exercent, au jour le jour, une influence réelle.

French cohabitation à Bruxelles

Barnier et Lamy ont le feu sacré de l'Europe

ÉMILE FAVARD

Chirac et Jospin participeront demain à un nouveau sommet des Quinze, cette fois à Stockholm. Libérés d'une présidence sans éclat, au terme de laquelle le symbole de Nice n'a guère conforté la foi communautaire, ils auront désormais à cœur de se constituer un credo européen et de le populariser. Notamment pour aborder la campagne présidentielle prochaine. Leurs experts y pourvoient ; et plus encore les deux commissaires français à Bruxelles : Michel Barnier et Pascal Lamy. Régulièrement, ceux-ci viennent qui à l'Elysée qui à Matignon – quelquefois ensemble – insuffler une dose d'oxygène européen à leurs parrains respectifs. Barnier à l'oreille du président de la République ; plus européen que lui au RPR on ne connaît pas. Lamy à celle du Premier ministre ; plus au fait de la machine bruxelloise, il n'existe sans doute personne.

Leur feu sacré européen est tel qu'ils vivent une cohabitation franchement amicale, fructueuse aussi. Delors les a intégrés tous les deux dans le conseil d'orientation de sa fondation Notre Europe. Ils ont, le mois dernier, dans un contexte difficile – d'épidémie – visité le Salon de l'agriculture à Paris, ensemble. Sans arrière-pensée électoral, eux ; encore que l'allocation d'un maroquin rutilant, en cas de victoire de son champion, ne soit pas, sous le crâne, calcul prohibé. D'ailleurs Lamy et Barnier ont déjà rang de ministres dans les convenances politiques.

Un tandem à l'unisson

Un commissaire européen, lui aussi, gère un portefeuille précis. Le commerce international pour Lamy ; la politique régionale et la réforme institutionnelle pour Barnier ; il participe en outre aux décisions collégiales de l'équipe présidée par Romano Prodi : 20 personnalités venues des 15 pays de l'Union. Les deux Français ont charge de territoires essentiels pour la vitalité de l'Europe. A l'évidence, le commerce intéresse l'Union, premier exportateur mondial ; surtout quand la globalisation gagne la planète et appelle des règles du jeu discutées par tous les pays. Pascal Lamy est le négociateur des Quinze. A l'évidence, la réforme et les régions procèdent d'une même perspective, celle de l'élargissement ; puisqu'il s'agit de s'organiser pour coexister bientôt à près de 30 nations et de modifier l'axe majeur des fonds d'entraide : du Nord vers le Sud aujourd'hui à une solidarité de l'Ouest vers l'Est demain. Michel Barnier en est l'architecte en quelque sorte. Tous deux sous l'œil sourcilieux du Parlement de Strasbourg et bien sûr sous l'autorité du Conseil des ministres (des Quinze).

Rarement les commissaires français ont ainsi choisi d'enfourcher le même tandem à Bruxelles et de pédaler autant à l'unisson. Sans doute Ortoli et Deniau le firent il y a quelque trente ans ; sûrement pas Delors et Scrivener qui ne couraient pas dans la même catégorie ; ni Cresson et Thibault de Silguy qui ne filaient guère la tendre complicité. Barnier et Lamy, quant à eux, affichent un même dessein de la construction européenne, volontariste et pragmatique. Ils campent en des bassins voisins sur la carte politique, l'un au centre-droit et l'autre au centre-gauche. En fait, ces deux euro-contracteurs-là sont proches et différents à la fois ; fort complémentaires.

La même cinquantaine fringante. Tous deux ont suivi un maître Jacques sur leur itinéraire politique (Chirac et Delors). L'un et l'autre ont vécu un épisode exceptionnel dans leur histoire (l'organisation des jeux Olympiques d'Albertville et le redressement du Crédit Lyonnais). Égales sont leurs réputations de bosseurs et de rigueur sur la qualité des arguments. Le voyage tient une large part dans leurs agendas. Barnier a les capitales d'Europe pour hanlieu. Lamy s'envole aussi aux extrêmes ; mars le verra à Moscou, avril à Riyad, mai à Buenos

Aires, juillet à Brasilia, octobre à Hanoi... Leurs carnets d'adresses valent publication à Gotha ; car l'un a été ministre délégué aux Affaires européennes et a négocié le traité d'Amsterdam ; l'autre a été bras droit du président de la Commission européenne et a travaillé avec les sherpas du G7. C'est dire s'ils ont créé des rapports avec les ministres et les experts qui comptent. Le hasard fait bien les choses : Lamy retrouve pour négociateur des Etats-Unis Robert Zoellick, ex-sherpa de Bush père, avec qui il a tissé depuis des liens de forte amitié ; sportifs et intellos tous les deux. Lamy affine ainsi son propre mandat avec les Quinze – « *on fait cuire notre soupe ensemble* », commente-t-il – et il prépare les négociations

AU FIL DES MOTS

Nous avons soumis à l'ordre du jour Michel Barnier. Si dans les temps, spontanément, il a été nommé à la tête de la Commission, le sectarisme est une preuve de l'imposture. Il appartient pas aux technocrates, celle devrait être l'affaire de tous les responsables politiques, à grande expérience pour l'avenir. L'intégration (européenne) : non, ça puisse être ensemble que chacun chez soi. Les Jeux Olympiques bien sûr, pour être très ensemble. Jogging : c'est vital. Opinion publique : il faut l'écouter, dialoguer et consulter, de ce point de vue, la politique doit changer. Poignée de main : un geste de politesse et de respect. Sécurité : elle n'appartient pas à la droite, la société toute entière aspire à être plus sûre. Technocratie : quand elle prend le pouvoir, c'est que les hommes politiques le lui ont abandonné. Nous avons soumis Pascal Lamy à la même épreuve. Bulldozer puissant et efficace, mais il écrase et c'est injuste. Capitalisme : vous bulldozer. Consensus : ce qu'il faut rechercher avant de voter. Douanes : traditionnellement, les inspecteurs généraux des finances étaient colonels des douanes. Ça change. Efficacité : nécessaire mais pas suffisante. Lobbies : des intérêts avec une étiquette (c'est mieux que sans). Marathon : le coude à coude dans l'effort. Round : l'espace de négociations multilatérales le plus propice à l'Europe. Technocratie : la nécessité d'une fonction publique très bonne si l'on veut bien gérer les biens collectifs.

commerciales multilatérales qui se profilent à l'horizon de novembre au Qatar. Barnier s'emploie à donner un visage de l'Europe aux Européens eux-mêmes et valorise le concret des travaux et réalisations de l'Union. Avec trois priorités pour les nouveaux programmes de développement économique des régions : le développement durable, l'égalité des chances et la société de l'information.

Lamy, tel un businessman super-méthodique, affecte son temps – « une ressource rare », dit-il – en trois tiers : la réflexion, la gestion et la communication. Son assistante a mission de tout comptabiliser – là-bas, on dit « computer » –, pour prévenir le moindre dérapage. Barnier consacre pas mal de temps au management de ses troupes. Le président de la Commission a modifié la géographie bruxelloise : désormais un commissaire et son cabinet partagent le même building que leur administration. L'efficacité des services est censée y gagner, au risque d'un recul de la cohésion des commissaires. Barnier réunit non seulement

ses cadres supérieurs, mais, chaque mois, par roulements, tous les agents de l'une des sept directions, du patron à l'huissier. Il cultive toujours la sympathie ambiante ; quel ministre français de l'Environnement n'aurait mieux que lui, dit-on, réussi à se faire apprécier de ses fonctionnaires.

A Bruxelles comme à Paris, les membres des cabinets n'ont guère d'horaires et seulement des fractions du week-end. « Pascal nous avait annoncé 70 heures hebdo, dit un proche, mais il triche ; il en fait davantage. » Le cabinet de Barnier partage le temps à égalité entre les dossiers du commissaire et ceux des autres ; « car c'est son métier d'intervenir sur tout et d'influer sur toutes les décisions ; y compris sur la directive postale », commente sa « dir-cab », Christine Roger, une énarque du Quai. Les réunions de cabinet mêlent l'anglais et le français, sans que Shakespeare ni Molière n'aient à s'en offusquer. Chez Lamy, on échange beaucoup sur les idées, chez Barnier davantage sur les chantiers. Chez l'un, on se rapporte ses lectures – de livres et de revues multilingues – et on dresse des fiches. Chez l'autre, on expose les photos des ouvrages – ponts ou stations d'épuration – édifiés à coups d'euros.

Bruxelles est une école étonnante, où l'esprit jongle avec les idiomess et les jargons, avec les cultures et les lois ; où tout est plus complexe et tout plus rapide. « Ici, on est interpellé en permanence, rapporte Pierre Defraigne, le « dir-cab » de Lamy, un Belge au service de l'Europe depuis trente ans. On y est sans confort culturel ; les certitudes tièdes ne résistent pas aux courants d'air froid. C'est vraiment tonique ! » Il semble d'ailleurs que bien des capitales dépeçent désormais à la Commission davantage de graines de ministres que d'anciens ministres.

Un moine-soldat stakhanoviste...

Barnier et Lamy entretiennent aussi leur tonus physique par le jogging ; fréquent pour le premier, quotidien pour le second. Une demi-heure à trois quarts d'heure de course matin, midi ou soir ; Lamy saute plus facilement un repas qu'un sprint. Il ne manque ni le marathon de Paris ni celui de New York, où le chrono le crédite de trois heures trente (plus ou moins dix minutes). Barnier et Lamy exploitent aussi souvent qu'ils le peuvent les insignes ressources en concerts et opéras de Bruxelles, avec son palais des Beaux-Arts et son théâtre royal de la Monnaie. Barnier a deux livres en chantier, l'un sur une grande figure européenne (non française), l'autre sur la diversité européenne qu'il observe. Lamy a proscrit de son emploi du temps « les diners en ville » ; Barnier, au contraire, cultive des amitiés locales.

Il faut dire que l'un vient de ses écoles et que l'autre sort de sa province ; l'un a le profil techno et l'autre la trippe politique ; l'un jubile dans les dossiers, l'autre s'ébaudit à serrer les mains ; l'un tire les ficelles en coulisses, habitué à sa fonction de l'ombre, comme numéro deux de Mauroy, Delors et Peyrefeuvre, l'autre aime à se mettre en scène, aguerri aux spots braqués sur le premier rôle du temps de sa présidence du Conseil général de Savoie et de ses deux ministères (sous Balladur et Juppé). En fait, Lamy vit décalé de son image et ne s'en préoccupe guère tant qu'il a la considération de ses pairs ; quand Barnier vit au plus près de la sienne et en a le souci, puisqu'il résulte du suffrage des électeurs.

Pascal Lamy a réputation de para, dur et froid. C'est peut-être justifié sous l'uniforme de ses fonctions, mais hors service, ses proches le disent dépourvu de méchanceté et l'affection sincère. Il a réputation de moine-soldat, austère et moral. Encore faut-il savoir que ses collaborateurs apprécient sa gouaille et ses formules imaginées empruntées à l'argot parisien. Il est stakhanoviste sans complexes, jusqu'à en oublier les règles du savoir-vivre ; emporté par son élan de travail, il entre dans un bureau sans frapper, il téléphone à un collaborateur chez lui

- 3 -

65

tard dans la nuit. « Il ne s'arrête jamais, dit un ex-collègue ; dans sa nature, il y a le goût de l'effort, le sentiment que, hors boulot, point de salut. » Ce qui le conduit à détester l'improvisation et à ne pas exceller dans les reparties instantanées. « Il s'adresse à la rationalité de ses interlocuteurs, explique Pierre Defraigne, par une construction de propos très logique et très serrée. Il déteste l'argument facile, la démagogie, la séduction et se refuse même d'en appeler à l'émotion. » Pas étonnant dans ces conditions qu'il peine à l'épreuve électorale. Candidat, à la demande du PS, aux législatives de 1993, au pire des années sombres de la gauche, il s'est taillé, dans l'Eure, une veste mémorable, puisque les deux candidats de droite le précédaient au score. Lamy n'a de complaisances ni pour lui ni pour les autres ; des exigences seulement. L'entreprise « n'est pas son truc » non plus ; quoiqu'il soit capable d'y réussir. « Le Crédit Lyonnais y perd, mais l'Europe y gagne », dit sobrement Jean Peyrelevade, le PDG, quand Lamy passa de la banque à la Commission. « Bruxelles lui va comme un gant, commente aujourd'hui Peyrelevade. Pascal a au plus profond de lui-même la vocation et le talent du service public. Il s'est impliqué dans le sauvetage du Lyonnais comme dans une œuvre d'intérêt général et a réussi grâce à ses fantastiques dispositions pour organiser et rationaliser. Je pense que la vie ordinaire d'une entreprise l'amuserait moins. » Karel Van Miert, ex-commissaire européen à la Concurrence, rend – dans son livre de souvenirs « Le Marché et le Pouvoir » – un hommage appuyé à Lamy, l'un de ses interlocuteurs dans l'affaire du Lyonnais. « Un homme très intelligent, de parole et d'une efficacité redoutable », écrit-il. Entre la puissance d'un Messier et celle d'un Delors, Lamy a fait son choix ; l'une lui paraît sans doute moins distinguée, l'autre plus noble. A la fortune Lamy préfère le pouvoir, celui de peser sur le développement et l'harmonie de la planète.

Michel Barnier, lui aussi, se réfère à de grandes valeurs ; avec davantage de romantisme. Il raconte volontiers que sa vocation,

gaulliste et européenne, date de la poignée de main historique entre le général et Adenauer. Et depuis, il n'a de cesse que les gens se serrent les mains par-dessus les frontières et par-dessus leurs opinions. « Je rêve, dit-il, d'une France où l'on votera pour et non pas contre. » Alors, il plaide le respect pour réflexe, le dialogue pour viatique et le projet pour moteur. « Il faut trouver des projets qui dépassent les gens pour les entraîner », déclare-t-il, prompt à relater son odyssée des Jeux.

... et un inlassable VRP de l'Union

On l'a dit le plus giscardien, puis le plus balladurien des chiriquiens. Aujourd'hui, avec ses trois compères – Barrot, Perben et Raffarin –, Barnier veut dessiner « un grand parti centre-droit, républicain et moderne ». « L'opposition manque de morale collective, estime-t-il, la politique, c'est la défense des idées, non pas des places. » Il s'honore d'avoir « pris tous ses sièges au PS » et d'avoir « toujours affronté des adversaires intelligents ». L'homme est affable ; bien que ses mots chaleureux soient exprimés sans chaleur. L'humour n'est point son fort, mais « je progresse, dit-il ; sans ambitionner de devenir un jour chansonnier ». Il est assez timide et fort ambitieux, Lamy pas moins, et cela engendre chez lui une certaine complexité dans le comportement, née, suppose un ami, du « complexe d'un simple Sup de co face à un énarque ». Mais il y a gagné la passion de l'idée qui se vend bien à l'opinion, parce qu'exprimée en termes intelligibles. Barnier est un inlassable VRP de l'Europe. Ministre, il avait engagé un dialogue avec les citoyens à la faveur de centaines de réunions décentralisées. Sénateur, il avait privilégié le dialogue avec les pays candidats à l'Union. Commissaire, il fait trois déplacements par mois pour expliquer l'Europe. Son discours est rodé : « L'Europe maintient la paix entre nous ; ensemble, nous créons du progrès et une communauté de partage... Nous édifions une puissance politique. » Ses collègues de la Commission prennent le bâton de pèlerin pour

MICHEL BARNIER, UNE VIE ENTRE LA SAVOIE ET PARIS

Michel Barnier naît en janvier 1951 à La Tronche, en Isère ; d'un père patron d'une petite entreprise de gainerie et d'une mère militante d'associations sociales. Il fait ses études aux lycées Jean-Moulin, à Albertville, et du Parc, à Lyon ; puis à l'Ecole supérieure de commerce de Paris.

Fasciné par le général de Gaulle, symbole de la synthèse entre autorité et progrès, il s'engage à quinze ans dans la vie politique et enchaîne très jeune l'échec et les succès. Car il soutient Jacques Chaban-Delmas lors de la présidentielle de 1974 et devient (à Bourg-Saint-Maurice) le benjamin des conseillers généraux à vingt-deux ans, le benjamin des députés à vingt-sept ans (élu à Albertville), celui des présidents de conseil général à trente et un ans (en Savoie).

Bien avant la trentaine, il a déjà l'expérience de trois cabinets ministériels, comme chargé de mission auprès de Robert Poujade (à l'Environnement), Pierre Mazeaud (à la Jeunesse et aux Sports) et Antoine Rufenacht (à l'Industrie, au Commerce et à l'Artisanat).

Il consacre dix années de sa vie, avec Jean-Claude Killy, à l'organisation des 16^e jeux Olympiques, en 1992, en Savoie. De 1993 à 1997, il fait partie du gouvernement, comme successivement ministre de l'Environnement et ministre délégué aux Affaires européennes. Il a une approche très concrète de l'écologie ; il s'attache au plan « Loire grandeur nature », au programme de sauvegarde du Mont-Saint-Michel et à la protection de l'ours dans les Pyrénées. Il est élu sénateur (de Savoie), en septembre 1997.

A l'été 1999, il entre à la Commission européenne. En charge de la politique régionale – avec le deuxième poste budgétaire de l'Union (213 milliards d'euros) – et de la réforme des institutions pour, explique-t-il, maîtriser le nombre des commissaires, répondre aux voix au conseil, étendre le vote à la majorité qualifiée et faciliter les coopérations renforcées. Il a déjà signé quatre livres : « Vive la politique » (1985), « Chacun pour tous, le défi écologique » (1990), « Atlas des risques majeurs » (1992), « Vers une mer inconnue » (1994).

PASCAL LAMY, UN ÉNARQUE À LA COMMISSION EUROPÉENNE

Pascal Lamy naît en avril 1947 à Levallois-Perret, en banlieue parisienne, de parents pharmaciens. Il fait ses études au lycée Carnot à Paris ; puis enchaîne les diplômes de HEC, de Sciences po et de droit. Il fait l'ENA au sein de la promotion Léon-Blum, dont Alain Minc sort major et lui deuxième, devant Martine Aubry. Il est affecté à l'Inspection générale des finances, puis devient (au Trésor) secrétaire général du Ciasi (Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles).

Jeune adhérent du Parti socialiste, il accède à son comité directeur en 1977. Il appartient successivement à trois cabinets : en 1981, comme conseiller technique au ministère de l'Economie et des Finances avec Jacques Delors ; en 1983, comme directeur adjoint à Matignon avec Pierre Mauroy ; en 1985, comme directeur à la Commission des communautés européennes avec Jacques Delors à nouveau. C'est l'époque du Grand Marché (1992), de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, de la mise en route de l'Union économique et monétaire.

Directeur général du Crédit Lyonnais en avril 1994, il participe au redressement de la banque publique, jusqu'à sa privatisation. En mars 1998, il prend la tête de la commission « prospective » du CNPF. Faute d'un mandat à sa convenance, il refuse la présidence d'Air France que lui propose Lionel Jospin.

A l'été 1999, il entre à la Commission européenne. Les Quinze le chargent de les représenter dans les négociations commerciales à l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Il défend les intérêts de l'Europe lors des négociations avortées de Seattle. Il fréquente Pékin pour régler les conditions d'adhésion de la Chine à l'OMC. Il peaufine l'accord des Quinze, le mois dernier, sur l'ouverture des marchés européens, sans droits de douane, à tous les produits, sauf les armes, en provenance des pays les plus pauvres.

pratiquer, eux aussi, le terrain et la parole. Lamy n'y échappe pas ; il a le colloque facile. Les deux commissaires français portent l'un et l'autre une vision d'avenir pour l'Europe.

Que propose Barnier, déçu par les insuffisances du traité de Nice ? Le dialogue, bien sûr ; « afin de faire émerger un projet cohérent et durable pour l'Union élargie ». A cet effet, il préconise « des débats nationaux actifs » et une conférence interinstitutionnelle, qui associerait représentants des Etats membres (actuels et futurs), des Parlements nationaux, du Parlement européen et de la Commission. « Sans détacher l'acquis communautaire », il entend parler concret – euro, sécurité alimentaire, Élargissement... – et approfondir « la solidarité économique, sociale, humaniste aussi ». Comment ? « En rapprochant les politiques budgétaires et fiscales ; en acceptant l'émergence d'une politique étrangère et de sécurité commune, affirme Barnier, sans jamais se départir d'un optimisme qu'il voudrait contagieux. Le choix n'est pas entre nos Etats-nations et l'Europe. Il est entre une Europe sous influence et une Europe indépendante. »

Pour Lamy, « Nice confirme que nous avons perdu de l'élan politique », mais il n'en baissé pas pour autant les bras, puisque « l'Europe n'est pas un problème mais une solution ». Pourquoi ? « Parce qu'elle est déjà un laboratoire de la gouvernance mondiale. » Selon lui, la globalisation accentue les traits forts du capitalisme de marché ; tout à la fois son efficience, son instabilité et son inégalité. L'objectif consiste donc à tirer le meilleur parti de l'efficacité et à maîtriser les effets pervers. En d'autres termes, à confier le soin de faire coexister compétition et coopération à une gouvernance mondiale : « elle aura à déterminer des règles, à les mettre en œuvre et à contrôler leur application ». Il y a du Kant (la « Weltpolitik ») dans le raisonnement de Lamy et des perspectives bien ambitieuses pour le round du Qatar, puisque les règles d'ouverture du marché ne devraient oublier ni la spécificité des pays en développement ni les normes environnementales, sanitaires et sociales.

En fait, Pascal Lamy et Michel Barnier rêvent d'Etats membres de l'Union, aujourd'hui et demain, qui soient à la fois gros et petits. « Gras pour peser, dit Lamy ; petits par respect des identités. » Et chacun d'eux sait bien que l'Europe doit gagner l'opinion publique, son adhésion. A la fois intéressée et généreuse, elle demande à l'Union de protéger la santé humaine et de porter la paix aux voisins des Balkans. Indifférente aux querelles byzantines, elle espère des institutions claires. A l'Europe : la défense, la politique étrangère, celle de l'environnement, la monnaie, le marché intérieur, la concurrence, le commerce international ; aux nations : l'éducation, la protection sociale et la culture ; pourquoi pas ? Ce débat s'invitera nécessairement en France lors de la campagne présidentielle.